

L'OFFENSIVE CHINOISE EN AFRIQUE : UN JEU STRATÉGIQUE COMPLEXE

ANDRÉ NYEMBWE & JOK OGA UKELO

LA CHINE est bel et bien le pays dont le dynamisme économique a le plus marqué ce début du vingt et unième siècle. Aucun continent n'échappe à l'emprise tentaculaire du pays de Confucius. Tout autant que les États-Unis, l'Europe ou encore les voisins asiatiques, l'Afrique a aussi présenté le flanc pour l'arrimage du « vaisseau chinois ». Un foisonnement de littérature, de forums, de think tanks consacrés à la relation Chine-Afrique sanctionne l'inévitable réflexion qui mêle craintes pour l'Afrique, craintes pour l'hégémonie occidentale, extase devant la rapidité de la pénétration chinoise en Afrique ou encore satisfécits au regard des réalisations chinoises des travaux d'infrastructure autrement difficiles à réaliser, conditionnalités « occidentales » obligent...

D'une manière ou d'une autre, l'analyse ramène à considérer que le rôle de

la Chine dans le monde ne peut encore être pour l'instant qu'imparfaitement estimé. Si l'on ne connaît pas encore la mesure exacte de ce rôle, l'on sait de manière évidente que cette influence chinoise portée par la mondialisation ne concernera pas que la sphère de réflexion de l'« homo œconomicus ». Les relations entre nations, le fonctionnement des institutions internationales, la problématique de l'environnement à l'échelle planétaire ainsi que les compétitions sportives et culturelles internationales sont autant de domaines qui n'échappent plus à l'impact de la Chine. En ramenant la problématique de cette influence aux relations entre la Chine et les pays africains, plusieurs questions, apparemment non pertinentes lorsqu'il s'agit des relations sino-américaines ou sino-européennes, s'imposent à l'observateur quidam. Quelles seraient les intentions

réelles de la Chine dans ce rapprochement qualifié de win-win (gagnant-gagnant) avec l'Afrique? Pourquoi, alors que l'Afrique semblait délaissée par les grandes nations, est si importante pour la Chine? L'Afrique pourra-t-elle avoir des rapports équitables avec une Chine superpuissante? La culture chinoise est-elle compatible avec celle des peuples africains? Et quel sort sera-t-il réservé au paysan africain ou au petit commerçant des zones urbaines alors que, non seulement les produits chinois se déversent en abondance sur le sol africain, mais en plus, les acteurs du commerce de détail chinois les y accompagnent?

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, ne trouveront pas une réponse toute faite; elles ne trouveront peut-être pas d'ailleurs de réponses avant que des années ne se soient écoulées. Néanmoins, au fil de l'observation et des réflexions, des certitudes se dessinent, d'autres s'effacent et, c'est peut-être ce qui arrive de mieux, des nuances¹ naissent là où les positions tranchées semblaient prédominer alors que la relation « Chine-Afrique » est, dans sa forme actuelle, une réalité récente qui ne demande qu'à être comprise davantage. Sa compréhension est intéressante à plus d'un titre, les divers acteurs concernés devant faire des choix stratégiques. Pour les grandes puissances, l'Afrique se révèle être le théâtre d'enjeux géopolitiques majeurs dont la gravité devient presque aussi intense qu'au plus fort de la guerre froide. La guerre d'idéologies semble avoir cédé sa place à une lutte d'influence pour la sécurité des approvisionnements en ressources primaires nécessaires à la croissance éco-

nomique. Mettra en place la meilleure stratégie, celui qui aura non seulement la meilleure information, mais également celui qui aura réussi à se faire « désirer ». Quant à l'Afrique, elle se voit soudain en présence de deux groupes de prétendants (Occident et Chine avec d'autres pays émergents) qui ont à offrir mais aussi à exiger. La nouvelle donne pour les gouvernants africains consiste maintenant à prendre en compte deux types de coûts d'opportunité : le rapport coût/bénéfice en termes de ressources d'une relation avec tel ou tel prétendant d'une part, et d'autre part le rapport offre/exigence de chacun des prétendants avec des préférences sur le mode opératoire. En clair, l'Afrique ne devrait plus parler seulement des ressources, mais de la manière dont ces ressources sont échangées avec elle.

En empruntant, la terminologie de la théorie des jeux², une autre salve d'interrogations s'impose et justifie que la réflexion multidisciplinaire soit approfondie sur le sujet. Cette partie (ou jeu) « Chine-Afrique » est-elle à somme nulle ? En d'autres termes, les gains des uns sont-ils nécessairement les pertes des autres? Si tel est le cas, alors il n'existe certainement pas de solution optimale pour l'ensemble des acteurs. La dialectique basée sur le « win-win » serait un leurre... ou une erreur pas nécessairement pensée d'ailleurs. Mais, pensée ou pas, ne pas s'en rendre compte avant la fin du jeu, renforcerait la probabilité d'être le perdant. Le questionnement révèle davantage la multiplicité de ses facettes lorsqu'on aborde celle des acteurs. Parler de la relation Chine-

1. Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*, December, 2009, Oxford University Press.

2. Kreps, David M. (1999), *Théorie des jeux et modélisation économique*, DUNOD, Paris, 1999.

Afrique implique nécessairement le rôle de l'Occident et d'autres pays émergents. Le cadre de réflexion n'est plus alors le jeu à somme nulle impliquant deux acteurs, même si les leçons à tirer de ce type de jeu s'imposent à un autre niveau.

En présence de ces multiples acteurs, le concept de jeu coopératif s'impose. Face à la multiplicité des intérêts nationaux ou régionaux, existe-il une solution stable (durable) au jeu pour chaque acteur en formant une coalition avec au moins un des protagonistes ? En d'autres termes, est-il souhaitable pour la Chine de défendre d'abord des intérêts communs avec l'Occident au détriment de l'Afrique ? Les pays africains ont-ils intérêt à se coaliser avec la Chine sans se préoccuper des intérêts occidentaux ? Ce type d'interrogation peut être multiplié à l'envi mais la question englobant est celle de savoir si une coalition est possible. Après on en arrive à la recherche du partenaire idéal et des matières concernées. C'est alors que l'on se rend compte de la complexité du processus de décision. Jusqu'à quel point les contrats de fourniture de matières premières de l'Afrique à la Chine peuvent-ils être isolés des politiques de développement financées via notamment l'aide publique occidentale ? Cela est aussi difficile que de tenter de se fournir en matériel militaire venant de la Chine, en ignorant les réticences occidentales alors que celle-ci siège avec les Occidentaux au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unis. Le cas de la République Démocratique du Congo, dont l'annulation de la majeure partie de la dette extérieure a été repoussée à plusieurs reprises pour risque de nouveau surendettement du fait des « contrats chinois », conclus pour financer les infrastructures, est l'illus-

tration parfaite de la difficulté de former une coalition stable.

Et si finalement, en face de la multiplicité des acteurs et de l'enchevêtrement des mailles formant les relations internationales, l'essentiel se résumait à chercher la meilleure stratégie individuelle possible en dehors de toute coalition. On est en plein dans le jeu non-coopératif qui nécessite de trouver pour chaque acteur la meilleure stratégie possible étant donné les stratégies des autres. C'est le fameux équilibre de Nash. La meilleure stratégie dépend de ce que l'on s'attend à ce que les autres acteurs posent comme actes. L'importance de l'anticipation se révèle ! Au delà des stratégies adverses (puisqu'il s'agit d'un jeu), et donc du strict cadre des choix, l'anticipation devrait s'étendre sur l'ampleur et la pérennité des arguments, et donc, des ressources dont on dispose. Les puissances occidentales en premier lieu, et la Chine ensuite, ont une longueur d'avance sur l'Afrique car, mise à part la dotation en ressources à enjeu, deux autres éléments sont primordiaux : le pouvoir de négociation lié à sa position traditionnelle et l'expérience sur « l'échiquier » de la géopolitique mondiale. En décideurs traditionnels dans la gouvernance du monde (pour les pays occidentaux) et en nouveaux challengers respectés (pour la Chine), les autres acteurs ont accumulé des avantages liés à la position dominante. On peut imaginer que leurs outils d'anticipation sont mieux rodés que ceux de l'Afrique qui se voit soudain priée de jouer la même partie avec les autres. Elle doit par exemple faire valoir ses ressources en matières premières et en énergie ou sa capacité à avantager l'un ou autre partenaire dans le positionnement au sein des institutions internationales délibératives. Ce sont ses cartes à jouer

pour obtenir en retour les meilleurs prix de ses produits, les meilleurs aides publiques ou encore le soutien stabilisateur des pouvoirs en place. Mais si l'handicap de l'Afrique est trop important, tous les joueurs n'ont pas les mêmes cartes. L'équilibre de Nash n'est plus possible ou du moins n'est plus souhaitable.

En effet, en présence d'une configuration asymétrique, il restera alors peut-être à l'Afrique à adopter un jeu à la Stackelberg; c'est à dire qu'après avoir laissé celui qu'elle va désigner comme son leader faire son choix et poser ses pions, l'Afrique intégrera cette information comme préalable et adoptera sa propre stratégie pour en tirer le meilleur gain possible. En fonction du contexte, et c'est là que les choses se compliquent davantage, il sera peut-être mieux de s'y résoudre que de tenter une stratégie considérée *a priori* comme intrinsèquement meilleure, mais aux résultats faibles. De fait, la protection d'un « grand » qui y trouve son compte peut être plus efficace qu'une autonomie avec plusieurs incitations de conflits.

Déterminer quel type de jeu est concerné, son caractère global ou partiel ainsi que les stratégies possibles, en sachant que les résultats dépendent fortement de l'évaluation des forces et faiblesses ainsi que de l'anticipation des stratégies de tous les acteurs, fait de cette relation Chine-Afrique un terrain de jeu stratégique pour les décideurs, et un casse-tête « chinois » pour l'observateur. En démêler les nœuds exige une meilleure compréhension des différentes perspectives et aspects de cette dynamique. Ce numéro de *Dounia* propose justement des articles traitant de plusieurs aspects de l'offensive chinoise en Afrique. Les auteurs proposent quelques

pièces du puzzle à interpréter et à placer pour tenter d'en savoir un peu plus sur cette dite offensive. L'enseignement principal qui en sort est que la relation Chine-Afrique n'a pas encore livré tous ses secrets; plusieurs idées considérées comme établies devraient être nuancées.

Les premiers articles font le point sur l'ampleur de la présence économique chinoise en Afrique, l'aspect le plus visible du phénomène. Thierry Pairault propose une mise au point sur les données statistiques disponibles sur les investissements chinois en Afrique. Dans son article intitulé *les chiffres de l'investissement direct chinois en Afrique*, il relève une série de problèmes concernant les bases de données disponibles. Ceux-ci vont de la difficulté à y accéder au manque de précision nécessitant un besoin d'analyser les données spécifiques de chaque pays. Néanmoins, l'auteur arrive à mettre en évidence certaines tendances et une classification des pays africains en fonction des types d'investissements qui y prédominent. Il note que la tendance se dégageant des chiffres des investissements chinois est pour l'Afrique le rôle de fournisseur de matières premières brutes ou légèrement transformées surtout pour les pays partenaires les moins avancés d'Afrique. Jean Raphael Chaponnière propose, dans l'article *La Chine et l'enjeu africain : Analyse des échanges sino-africains*, de situer les échanges sino-africains dans leur contexte asiatique avant d'analyser leur nature et considérer la place de la Chine dans les exportations africaines ainsi que l'impact des exportations chinoises. Il mesure enfin l'enjeu du marché africain pour la Chine. On y apprend notamment dans quelle mesure la Chine représente un débouché pour l'Afrique alors qu'en retour le

marché Africain s'offre également à la Chine qui semble disposer de produits adaptés à la bourse des ménages africains. Une mise en perspective de la structure des exportations chinoises vers l'Afrique montre que leur faible part par rapport aux exportations chinoises totales ne permet pas de voir le véritable enjeu que l'Afrique représente pour la Chine. François Lafargue planche sur le thème : *la Chine en Afrique : une réalité à nuancer*. Aux chiffres qu'il présente, l'auteur contraste la faible part du commerce entre la Chine et l'Afrique par rapport au volume total du commerce chinois avec la progression fulgurante du commerce bilatéral entre les deux partenaires. Il met en avant la similitude de la structure de ce commerce avec celui que les Etats-Unis ou l'Europe entretiennent avec l'Afrique avant de signaler que les critiques contre la Chine concerneraient essentiellement ses méthodes. Les aspects négatifs de la présence chinoise en Afrique sont davantage mis en exergue en épinglant les conséquences microéconomiques. Néanmoins, Lafargue appelle à la nuance. Certains aspects des échanges commerciaux entre l'Afrique et les économies occidentales lui font dire que l'image de la Chine pillant le sous-sol africain est contredite par les chiffres. Dans plusieurs cas de figure, la Chine est encore en deçà des autres puissances du point de vue de la présence commerciale en Afrique. Par ailleurs, la concurrence entre la Chine et l'Inde en Afrique devient une composante de cet intérêt renouvelé pour ce continent.

John M. Ulimwengu et Malokele Nanivazo introduisent plus explicitement la dimension stratégique avec la langage de la théorie des jeux comme le démontre le titre de leur contribution,

à savoir *Key Characteristics of the Rising Sino-Africa Cooperation: A Game With Hidden Strategies?* Ils partent du constat selon lequel les pays disposant des réserves de pétrole ainsi que de ressources minières sont susceptibles d'obtenir plus d'investissements directs étrangers et d'assistance financière de la part de la Chine. Ils pensent dès lors que la Chine est susceptible d'utiliser l'assistance financière comme une monnaie d'échange pour accéder aux ressources minérales de l'Afrique. Dans ce cas, si la préférence chinoise pour les ressources naturelles des pays Africains s'accroît, le niveau réel de l'assistance sera bien inférieur à sa valeur faciale, causant une réduction du revenu dans le pays receveur. Leur modèle suggère qu'une augmentation de la partie inconditionnelle de l'assistance est de nature à augmenter le revenu du pays receveur. Tout aussi lié aux aspects stratégiques mais dans un style moins formalisé, le propos de Claude Zola Malutama attire l'attention sur les risques d'asymétrie dans les rapports sino-africains. Son article intitulé *La chinisation de l'Afrique et ses sources potentielles d'asymétrie* propose quelques grilles de lecture de la relation Chine-Afrique qui pointent toutes vers un risque d'asymétrie en faveur de la Chine. Les représentations collectives concernant la présence de la force de travail chinoise en Afrique lui sont favorables. L'hypothèse du déclin américain, la fragmentation de l'ordre international, le processus de libéralisation du commerce mondial ainsi que la crise financière actuelle et la réflexion sur la gouvernance mondiale qu'elle a engendré, donnent la Chine comme possible grand vainqueur de l'évolution du monde. Enfin, l'auteur analyse le positionnement de la politique étrangère

chinoise de manière théorique et arrive à la conclusion que les risques de voir la relation Chine-Afrique être résolument asymétrique sont bien réels. Tanguy Struye de Swielande, dans son papier *Le soft et le hard power chinois en Afrique*, rationalise davantage la politique chinoise en Afrique comme partie intégrante de sa stratégie globale. En politologue averti, il développe l'argument selon lequel la Chine combine une puissance douce pour faire face aux accusations de piller l'Afrique et à son image négative auprès d'une partie des Africains. Selon son analyse, l'image devient pour les décideurs chinois un enjeu au service de la politique étrangère. La Chine n'oublie pas pour autant de soigner sa présence militaire sur le continent africain où elle renforce les relations de militaires à militaires. L'auteur note qu'elle concentre ses contributions aux forces de paix onusiennes essentiellement en Afrique. De cet article, on retient que la présence chinoise ne se limite pas à la sphère économique, l'enjeu est également politique et militaire et s'inscrit dans le cadre de la redistribution du pouvoir au niveau systémique. Henri Mova Sakanyi, dans son analyse *La Chine en Afrique : grammaire d'un basculement géopolitique*, tente le tour de force d'asseoir la dimension systémique de la problématique chinoise en insistant sur le rôle de la géopolitique. Embrassant tour à tour, la réalité économique, les enseignements de l'histoire, les bouleversements dans les relations entre nations, la vision erronément négative de l'Afrique et la frilosité européenne qu'il perçoit vis-à-vis de la relation Chine-Afrique, il lance un appel à dépasser une vision négative de l'offensive chinoise sur le continent noir. Pour lui, nous assistons à « ... la ré-émergence

stratégique de l'Afrique. Avec le jeu des forces qui s'y déploie, l'Afrique redevient un centre d'intérêt pour la géopolitique et la géostratégie mondiale». Wencelas Busane confronte l'originalité des arrangements entre Africains et Chinois à la réalité du cadre juridique qui doit régir tout contrat. Son article, intitulé *Le cadre juridique du programme sino-congolais*, soulève des problèmes tel que la détermination de la personne ou de l'organe habilité à agir au nom et pour le compte de l'État congolais ainsi que la détermination des garanties contre les risques d'abus, par l'État, de ses prérogatives de puissance publique. Il questionne également la démarche suivie quant aux procédés de réalisation des ouvrages publics. L'auteur suggère une série de recommandations non seulement pour gérer les « difficultés juridiques » inhérentes à ce contrat, mais aussi pour optimiser sa mise en œuvre. Le volume est complété par deux recensions de livres sur le sujet. Deogratias Bugandwa M. et Paul-Robain Namegabe Rugarabura proposent celle du livre *Accountability without Democracy: Solidary Groups and Public Goods Provision in Rural China* de Lily L. TSAI. Ce livre traite de la solidarité des groupes et de la fourniture des biens publics en Chine rurale. Partant des hypothèses et du résultat obtenu par l'auteur du livre, ils en commentent l'implication sur le plan théorique et sur le plan pratique dans le cas d'un pays comme la R.D.Congo. Ils concluent, en partant de l'analyse du cas chinois, que les églises, les associations, voire certains groupes philosophiques ou philanthropiques, pourraient contribuer à l'amélioration du niveau de fourniture des biens publics en travaillant sur les convictions qu'elles inculquent

à leurs membres. Serge Mbenza, via sa contribution intitulée *Les relations Chine-Afrique : quel futur ?*, restitue l'ouvrage d'Eric Nguyen « *Les relations Chine-Afrique* » avant de faire son commentaire. Il suggère que cet ouvrage est bien articulé et permet de se faire une première idée assez précise des tenants et aboutissants de la présence chinoise

en Afrique. Serge Mbenza affirme aussi que la présence chinoise se fera sentir en Afrique tant que celle-ci n'aura pas développé une industrie de transformation de ses matières premières. Au fur et à mesure de la lecture de ce volume, les éléments pour réfléchir aux solutions du jeu stratégique découlant des relations sino-africaines s'amoncellent. ¶

